



PROPOS LIMINAIRE

Conférence de presse

Mercredi 3 septembre 2025

Bonjour à tous, c'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA.

Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

+++

La MINUSCA salue la tenue, hier à Bangui, de la session inaugurale du dialogue politique entre l'exécutif et la coalition d'opposition du Bloc républicain pour la défense de la Constitution, le BRDC.

+++

La MINUSCA continue d'apporter son soutien multiforme au processus électoral.

Jeudi dernier, une réunion du groupe de travail sur la sécurisation des prochaines élections s'est tenue ici à Bangui ; elle a rassemblé des représentants des Forces de sécurité intérieure, des Forces armées centrafricaines et de la MINUSCA.

Les participants ont passé en revue les prochaines étapes à réaliser afin de garantir l'organisation d'élections pacifiques, notamment avec la mise à jour de l'évaluation conjointe de la sécurité et la finalisation des plans opérationnels.

La Mission a également soutenu l'Autorité nationale des élections dans ses efforts de sensibilisation et d'éducation civique. Au total, 64 activités ont été menées, touchant 3 050 participants, dont plus de la moitié de femmes.

Ces activités sont particulièrement importantes alors que, pour la première fois dans l'histoire de la République centrafricaine, quatre scrutins se tiendront simultanément le 28 décembre prochain pour élire le Président, les députés, ainsi que les conseils régionaux et municipaux.

+++

Après Kette-Sido, une mission de reconnaissance organisée par l'UEPNDDRR, l'Unité d'exécution du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion, avec le soutien de la MINUSCA, a eu lieu en début de semaine à Sanghere-Lim. Une mission qui avait pour objectif d'obtenir et de vérifier les listes à la fois des combattants volontaires pour un retour à une vie civile et des armes et munitions en vue de préparer l'opération de désarmement et de démobilisation qui se tiendra dans les prochaines semaines.

Cette mission a également associé des représentants du groupe armé 3 R.

+++

Outre le DDR, un autre volet du soutien de la MINUSCA au processus de paix concerne l'appui technique et financier apporté aux mécanismes préfectoraux de mise en œuvre de l'APPR, l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine.

Ces mécanismes, établis au niveau local, sont activés quotidiennement pour régler les conflits et promouvoir la paix et la réconciliation sur l'ensemble du territoire.

Jeudi dernier, le 28 août, une mission conjointe de la MINUSCA et du Comité de mise en œuvre préfectoral, le CMOP, s'est rendue à Lokoti-Bangui dans la préfecture de la Nana-Mambéré où des tensions avaient été signalées en raison de différends liés aux pâturages et aux terres agricoles auxquels s'ajoutent des actes de banditisme le long de l'axe Lokoti-Yolembe, à proximité des sites miniers. A l'issue de cette visite de terrain, il a été décidé d'organiser une réunion de suivi entre les éleveurs, les agriculteurs, les autorités locales et les chefs communautaires afin de favoriser le dialogue et de prévenir de nouveaux conflits.

La veille, le 27 août, plus de 60 personnes, dont 15 femmes, avaient pris part à une réunion du CMOP de la Sangha-Mbaéré à Nola en présence du préfet et du Gouverneur de la région de l'Équateur.

Les participants ont salué les médiations fructueuses menées par les comités locaux du CMOP dans les villages de Beya et Ngoulo, qui ont permis de réduire les tensions entre éleveurs et agriculteurs.

Toujours à Nola, la radio communautaire *Kuli Ndunga*, soutenue par la MINUSCA, diffuse désormais chaque semaine une émission consacrée au CMOP, ce qui renforce l'appropriation locale du processus de paix.

A Ndélé, dans la préfecture de Bamingui-Bangoran, un atelier de renforcement des capacités des membres du CMOP a eu lieu le 27 août en présence du coordinateur national de l'APPR. Avec un résultat concret puisqu'un plan de travail pour 2025-2026 a été adopté, mettant l'accent sur la cohésion sociale, la gestion de la transhumance et le

processus électoral, ceci afin de promouvoir la paix et la sécurité dans la préfecture.

Dans la préfecture du Mbomou, le Groupe de travail sur la transhumance, venu de Rafai, est intervenu à Guérékindo afin d'apaiser les tensions entre communautés pastorale et agricole alors que le Comité local pour la paix et la réconciliation (CLPR) a organisé à Bangui Ngoro une séance de sensibilisation à l'intention des femmes afin de les encourager à jouer un rôle moteur dans la cohésion sociale et la coexistence pacifique entre communautés.

+++

En complément des actions effectuées pour résoudre localement les conflits et promouvoir une paix durable, la MINUSCA contribue également à l'extension de l'autorité de l'Etat, qui est un autre pilier de la consolidation de la paix.

La semaine dernière, la Mission a remis aux autorités locales de Kouango, dans la préfecture de la Ouaka, le bâtiment réhabilité et équipé de la sous-préfecture, ainsi que quatre ponts remis en état à Siwa Gadzi, Ngoumbri, Azengue et Ouakouma.

Elle a également remis deux commissariats de police à Nola et Bayanga, dans la préfecture de la Sangha-Mbaéré.

+++

Enfin, alors que la rentrée des classes est proche, je souhaite aborder un point spécifique de notre mandat qui concerne la protection de l'enfance.

Dans l'article 53 de la résolution 2759, le Conseil de sécurité demande à la MINUSCA d'aider le Gouvernement centrafricain à garantir que la

protection des droits de l'enfant soit prise en compte, y compris au moyen d'une éducation de qualité dispensée dans un environnement sûr en zones de conflit.

C'est dans ce cadre que la Mission et l'ensemble de la communauté humanitaire, sous le leadership du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour la République centrafricaine, Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire, Mohamed Ag Ayoya, condamnent fermement l'utilisation des écoles à des fins militaires.

Conformément au droit international humanitaire et à la Déclaration sur la sécurité dans les écoles adoptée par le Gouvernement centrafricain en 2015, les écoles ne doivent en aucun cas être exposées en abritant des cibles militaires, ce qui prive des milliers d'enfants de leur droit à l'éducation et du bien-être psychosocial qu'elle procure.

Selon les données communiquées par le Gouvernement, 66 établissements restent fermés à ce jour, empêchant 35 640 enfants d'accéder à l'éducation dans les préfectures de l'Ouham-Pendé, l'Ouham, la Lim-Pendé, l'Ouham-Fafa, le Haut-Mbomou et la Vakaga.

Nous lançons un appel pour que toutes les écoles encore utilisées à des fins militaires retrouvent leur nature strictement civile afin que la rentrée 2025-2026 puisse se tenir normalement pour tous les élèves sur l'ensemble du territoire.

+++

Il est 11hXX à Bangui et nous allons maintenant entamer la session des questions et réponses. Je suis à votre écoute.

+++

Avant de donner la parole à Hippolyte Donossio pour le résumé en sango, je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site web de la Mission, sur Facebook, X, YouTube et Instagram.

+++

L'heure est venue de clore cette conférence de presse.

Merci à tous pour votre participation.